

L'INDUSTRIE

LA SOCIÉTÉ WHITE FARM EQUIPMENT—LA VENTE DES AVOIRS AMÉRICAINS

M. Steven W. Langdon (Essex-Windsor): Monsieur le Président, le ministre de l'Expansion industrielle régionale a déclaré mardi que la vente des avoirs américains dans la White Farm Equipment «n'a absolument rien à voir avec sa contrepartie canadienne». Or les journaux nous ont appris hier que parmi les articles mis en liquidation aux États-Unis figure l'outillage servant à fabriquer les pièces utilisées à Brantford, de sorte qu'il faudra l'acheter ou le remplacer afin de maintenir l'usine de Brantford en activité. Le ministre admettra-t-il qu'il a induit la Chambre en erreur? Admettra-t-il également que la vente dont j'ai parlé mardi menace sérieusement les emplois des travailleurs de Brantford?

L'hon. Sinclair Stevens (ministre de l'Expansion industrielle régionale): Monsieur le Président, je ne sais pas très bien à quels journaux le député fait allusion. Nous sommes en contact avec la Banque royale, de même qu'avec le séquestre et avec la personne qui cherche à mettre sur pied un programme de financement dans le but d'acquérir la White Farm Equipment. On nous a assuré que ce qui se passe aux États-Unis n'a aucune incidence sur les activités courantes ou éventuelles de la White Farm au Canada. Je n'ai certes pas induit la Chambre en erreur lorsque j'ai répondu à la question du député plus tôt cette semaine.

M. Langdon: En fait, c'est Christopher Waddell, dans le *Globe and Mail* d'hier, qui a signalé qu'il s'agit là d'un problème crucial pour la survie de l'entreprise.

ON DEMANDE QUE DES MESURES SOIENT PRISES EN VUE D'AIDER LA SOCIÉTÉ

M. Steven W. Langdon (Essex-Windsor): Monsieur le Président, je demande encore une fois au ministre—qui a parlé d'extra-territorialité socialiste et qui a tenté d'escamoter cette question—s'il est enfin disposé à agir et à s'occuper d'urgence de la survie de cette entreprise qui est importante non pas seulement pour ses employés mais aussi pour les marchands de matériel agricole partout au Canada et pour les fabricants d'outillage, dont 13 lui ont adressé un télégramme cette semaine. Cessera-t-il de tergiverser et prendra-t-il enfin des dispositions à cet égard?

L'hon. Sinclair Stevens (ministre de l'Expansion industrielle régionale): Monsieur le Président, le député a jeté beaucoup de lumière sur la source de son information en parlant du *Globe and Mail* et de M. Waddell en particulier.

Nous agissons dans le sens de ses préoccupations concernant la société White Farm, et nous nous tenons quotidiennement en contact avec diverses personnes qui se sont dites intéressées à relancer éventuellement l'entreprise, dont M. Sinclair que nous avons rencontré et avec qui nous avons également discuté de la question à plus d'une reprise.

Questions orales

LA GENDARMERIE ROYALE DU CANADA

LE PROCÈS DU PREMIER MINISTRE HATFIELD—L'ENQUÊTE INTERNE

L'hon. Bob Kaplan (York-Centre): Monsieur le Président, je voudrais poser une question au solliciteur général. Après des mois d'attente, le solliciteur général a révélé cette semaine qu'il n'avait reçu qu'un rapport provisoire de la GRC sur l'affaire Hatfield. Je voudrais lui demander quel travail supplémentaire on peut encore faire sur ce rapport après tous ces mois. Je voudrais lui demander par ailleurs de nous assurer que le rapport provisoire ne sera pas édulcoré ni transformé de façon à supprimer les constatations de la version définitive qui sera rendue publique.

• (1150)

L'hon. Elmer M. MacKay (solliciteur général du Canada): Monsieur le Président, je peux dire à mon collègue, comme il le constatera peut-être, que cette enquête intérieure a pris beaucoup de temps et qu'elle a été interrompue de temps en temps en raison des autres fonctions du commissaire. Ce rapport a été préparé par segments. Je tiens à garantir au député que l'on n'a pas essayé d'influencer ni d'affaiblir l'enquête qui a mené à l'enquête intérieure, et que l'on n'essayera pas non plus de faire quelque chose de ce genre pour le rapport complet que le commissaire de la GRC a pratiquement terminé.

ON DEMANDE SI LE MINISTRE A ÉTÉ INTERROGÉ

L'hon. Bob Kaplan (York-Centre): Monsieur le Président, en ce qui concerne le rapport complet, je voudrais demander au ministre s'il a été interrogé ou si la GRC a demandé la permission de l'interroger comme elle l'a fait mon collègue le député de York-Sud-Weston.

L'hon. Elmer M. MacKay (solliciteur général du Canada): Monsieur le Président, le député n'ignore certainement pas, s'il réfléchit un peu à la question, que je parle souvent au commissaire de la GRC, comme il le faisait lorsqu'il était solliciteur général. Je lui assure que le député de York-Sud-Weston, que l'on voulait interroger, a essayé de faire beaucoup de bruit dans les médias au lieu de collaborer avec la GRC comme l'aurait fait, j'en suis sûr, l'ancien solliciteur général. Ce député n'a jamais contribué à l'enquête à cause des circonstances.

* * *

LA CULTURE

ON DEMANDE DES MESURES FISCALES POUR AIDER LES ARTISTES ET LES ÉCRIVAINS

Mme Lynn McDonald (Broadview-Greenwood): Monsieur le Président, en l'absence du ministre des Finances, je vais poser ma question à la ministre d'État chargée des Finances. Elle concerne les artistes et les nombreuses mesures proposées par le sous-comité sur l'imposition des créateurs et des intermédiaires pour les aider à sortir de la triste situation dans laquelle ils se trouvent actuellement. Jusqu'ici, seulement quelques recommandations sans conséquence ont été adoptées.